



Doc. 14807

22 janvier 2019

Possibilité d'une participation à distance aux réunions de commissions en dehors des sessions de l'Assemblée parlementaire

Proposition de résolution

déposée par Mme Anne KALMARI et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

La majeure partie du travail préparatoire de l'Assemblée parlementaire est réalisé au sein de commissions qui se réunissent régulièrement pendant les parties de sessions à Strasbourg mais aussi à Paris ou ailleurs. Les commissions sont des forums où les membres peuvent débattre de questions qui touchent leur cœur et leur esprit. D'autre part, les membres ont des obligations et des débats dans leurs parlements nationaux. Ils sont nombreux à veiller à limiter leur absence et à participer à autant de débats que possible. Une participation à distance pourrait grandement les aider à concilier leurs obligations et à répondre aux exigences.

De nos jours, de nombreuses grandes organisations tirent parti des possibilités modernes de connexion afin de proposer une participation à distance aux réunions organisées à l'extérieur de leur siège. Une participation à distance peut aussi se justifier par son moindre impact sur le climat, car elle limite la fréquence des déplacements en avion. De plus, les voyages pour se rendre aux réunions et en revenir, souvent le même jour ou le lendemain, prennent souvent plus de temps que les réunions proprement dites. Enfin, une participation à distance réduirait les frais de voyage. Ces arguments sont conformes aux buts et aux valeurs du Conseil de l'Europe.

Certes, les membres des commissions ont besoin de se rencontrer en personne et de faire connaissance. Cela se produit tout naturellement pendant les sessions de l'Assemblée et reste le fondement d'un travail et d'un dialogue efficaces. Ainsi, même en cas d'une occasionnelle participation à distance, un participant serait connu des autres membres.

L'Assemblée devrait examiner si la participation à distance aux réunions de commissions, par exemple via Skype, serait une option pour améliorer la participation, réaliser des économies et lutter contre le changement climatique. L'Assemblée pourrait la tester lors de certaines de ses réunions à l'étranger, et ensuite formuler des recommandations visant à rendre une telle participation disponible. Une telle pratique ne concernerait évidemment pas les présidents et les rapporteurs.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

KALMARI Anne, Finlande, ADLE
AČIENĖ Vida, Lituanie, CE
ÆVARSDÓTTIR Thorhildur Sunna, Islande, SOC
AGHAYEVA Ulviyye, Azerbaïdjan, GDL
ANTTILA Sirkka-Liisa, Finlande, ADLE
BECHT Olivier, France, ADLE
BERTI Francesco, Italie, NI
BILDARRATZ Jokin, Espagne, ADLE
BOUYX Bertrand, France, NI
BRUIJN-WEZEMAN Reina, de, Pays-Bas, ADLE
BULAI Iulian, Roumanie, ADLE
CHRISTIANSOON Alexander, Suède, CE
FATALIYEVA Sevinj, Azerbaïdjan, CE
GAFAROVA Sahiba, Azerbaïdjan, CE
GATTI Marco, Saint-Marin, PPE/DC
GHILETCHI Valeriu, République de Moldova, PPE/DC
GLASOVAC Sabina, Croatie, SOC
GOGUADZE Nino, Géorgie, CE
GONCHARENKO Oleksii, Ukraine, CE
GOUTTEFARDE Fabien, France, NI
HAMID Hamid, Bulgarie, ADLE
HUSEYNOV Rafael, Azerbaïdjan, ADLE
JENSEN Mogens, Danemark, SOC
JENSEN Gyde, Allemagne, ADLE
JORDANA Carles, Andorre, ADLE
KIRAL Serhii, Ukraine, CE
KUHLE Konstantin, Allemagne, ADLE
LOUHELAINEN Anne, Finlande, CE
MAIRE Jacques, France, NI
MANIERO Alvis, Italie, NI
MEHL Emilie Enger, Norvège, ADLE
MIKKO Marianne, Estonie, SOC
OHLSSON Carina, Suède, SOC
PACKALÉN Tom, Finlande, CE
PELKONEN Jaana Maarit, Finlande, PPE/DC
RIBERAYGUA Patrícia, Andorre, ADLE
SCERRA Filippo, Italie, NI
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SCHMIDT Frithjof, Allemagne, SOC
SEYIDOV Samad, Azerbaïdjan, CE
SUTTER Petra, De, Belgique, SOC
VAREIKIS Egidijus, Lituanie, PPE/DC
WASERMAN Sylvain, France, ADLE
WIECHEL Markus, Suède, CE
XUCLÀ Jordi, Espagne, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
GDL: Groupe des démocrates libres
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe